

France

## Éducation. Nouvelle mobilisation ce jeudi contre les réformes Blanquer

panorapresse



Les enseignants et personnels de l'Éducation nationale ont manifesté, samedi 30 mars, à Caen, contre le projet du ministre "Pour une école de la confiance" (Photo d'illustration). - Crédit: AURÉLIE LEMAÎTRE / OUEST-FRANCE

Après la manifestation de samedi dernier, qui avait vu près de 36 000 enseignants défilé en France, une nouvelle mobilisation se prépare ce jeudi 4 avril. Le corps éducatif proteste contre « la loi Blanquer » et la réforme du lycée. Une mobilisation qui devrait entraîner la fermeture d'écoles à cette date.

Opposés aux réformes du ministre de l'Éducation, des syndicats enseignants entendent battre le fer tant qu'il est chaud : [après des manifestations samedi, ils appellent à une nouvelle journée de mobilisation ce jeudi 4 avril](#), qui devrait entraîner des fermetures d'écoles.

Quelque 36 000 enseignants d'écoles maternelles et élémentaires, de collèges et lycées, selon le ministère de l'Intérieur, ont défilé samedi en France à l'appel des cinq principaux syndicats de l'Éducation pour protester [contre « la loi Blanquer »](#) et [la réforme du lycée](#).

Ce projet de loi « **sur l'école de la confiance** » suscite la défiance. Voté par l'Assemblée nationale, il doit encore passer début mai devant le Sénat et les syndicats aimeraient le voir retoqué ou même

abrogé.

## **« Le ministre voit bien que la loi ne convient pas aux enseignants »**

En cause, plusieurs dispositions, notamment la création d'« **établissements publics des savoirs fondamentaux** », dont l'objectif sera de rassembler en une seule entité un collège et une ou plusieurs écoles du même secteur, et qui fait redouter à certains la disparition des directeurs d'école.

Le vote de l'instruction obligatoire à trois ans fait également grincer des dents, en obligeant les municipalités à financer la mesure pour les maternelles privées.

Avant la manifestation de samedi, Jean-Michel Blanquer a écrit aux enseignants une lettre de soutien, les présentant comme à « **l'avant-garde du progrès social** ».

« **Le ministre voit bien que la loi ne convient pas aux enseignants, qu'elle ne correspond pas aux préoccupations de l'école** », estime Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, qui appelle jeudi à des grèves, rassemblements et manifestations, avec six autres syndicats.

Le 19 mars, les enseignants avaient déjà été nombreux à se mettre en grève lors d'une journée de mobilisation interprofessionnelle.

## **De nombreuses inquiétudes**

Ce jeudi, la mobilisation pourrait dans certains cas entraîner la fermeture totale d'écoles. À l'instar de l'école maternelle Bienfaisance à Paris (VIIIe). La directrice a écrit aux parents pour leur expliquer les raisons de la grève : si les directeurs d'école disparaissent, « **Quel suivi pour les élèves ? Quel interlocuteur pour les parents au quotidien ?** », interroge-t-elle par exemple.

Laetitia, professeure en maternelle à Gennevilliers, se mettra en grève jeudi, comme tous ses collègues : « **Je suis prête à m'engager dans un mouvement dur et long car cette loi remet fondamentalement en cause mon métier, auquel je suis très attachée** ».

Dans le secondaire, de nombreux enseignants contestent aussi la réforme du lycée, qui se traduira l'an prochain par la suppression des séries (L, ES et L), remplacées par des choix de spécialité. Dans certains établissements, des enseignants mènent depuis plusieurs semaines des « **actions de désobéissance** » dans toute la France pour montrer leur désapprobation face à cette réforme.

## **Un préavis de grève pour le premier jour du bac ?**

Lucas, professeur au lycée Turgot à Paris, explique que dans son établissement, les enseignants ont décidé de boycotter les conseils de classe et de mettre 20/20 à tous les bulletins du deuxième trimestre des Secondes et Premières.

« **On n'a pas changé les notes des Terminales pour ne pas les pénaliser sur Parcoursup** », la plateforme d'accès au supérieur, poursuit-il. Mais dans son lycée, « **les profs ont expliqué aux**

**parents d'élèves en quoi la réforme du bac allait** », selon eux, « **porter préjudice à leurs enfants en les obligeant à se spécialiser très tôt** ».

« **Certains enseignants nous demandent de déposer un préavis de grève le premier jour des épreuves du bac, le 17 juin** », indique à l'AFP Frédérique Rolet, secrétaire nationale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. « **Nous allons faire une consultation sur le sujet auprès de nos adhérents** », dit-elle, ajoutant que ce serait « **assez inédit** ».

Jeudi, plusieurs organisations dont le syndicat étudiant Unef, le syndicat lycéen UNL et plusieurs syndicats (Snesup-FSU, Sgen CFDT, FO, Sud...) appellent aussi à une « **journée nationale de mobilisation** » contre la hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers.

Ouest-France avec AFP